M. Knowles: Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de relever le point soulevé par le député de Winnipeg-Sud-Centre, mais j'aimerais dire quelques mots sur un autre sujet. Je ne suis pas remonté à un siècle pour être absolument sûr de mon fait, mais c'est la première fois, sauf erreur, que trois séries différentes de crédits sont examinées pendant la même session du Parlement.

Voici ce que nous avons fait pendant la session de 1966-1967. Nous avons adopté le budget principal des dépenses pour 1965-1966, mais à un moment où presque tout l'argent avait été dépensé. Puis, nous avons étudié les crédits de 1966-1967, y compris tous les crédits supplémentaires, dont nous venons de disposer il y a à peine une demi-heure. Nous commençons maintenant l'étude des crédits de 1967-1968. Sans vouloir blâmer qui que ce soit, j'estime que cela enlève tout leur sens aux sessions et ravale également l'étude des crédits.

Dans le cours d'une même année, nous ne sommes jamais certains si nous discutons de sommes déjà dépensées; alors nous ne pouvons rien faire; nous ne savons pas non plus si nous votons des crédits pour une période ultérieure, à titre d'avances, si bien que nous devons renoncer à toute discussion. Je ne répéterai pas ce qui s'est dit plus tôt au sujet des recommandations du comité des comptes publics et du comité spécial du Règlement et de la procédure, mais j'espère que chacun de nous, tant du côté ministériel que du côté de l'opposition, et aussi bien les ministres que les simples députés—ici la collaboration s'imposera—fera de son mieux pour que les travaux parlementaires soient expédiés d'une manière plus ordonnée, afin que nos délibérations et que nos discussions sur l'affectation des deniers publics aient un sens.

Je le répète, nous en sommes, dans le cours de la présente session, à notre troisième ensemble de prévisions budgétaires, et presque chaque fois nous avons abordé ces crédits dans des circonstances pour ainsi dire spéciales. Il serait difficile d'affirmer que nous discutons des dépenses de deniers publics en temps utile. J'espère donc que le gouvernement prendra en sérieuse considération ce que propose le comité du Règlement et de la procédure, à savoir que nous devrions nous efforcer d'étudier les budgets de dépenses dans les 90 premiers jours d'une même session, de manière que le débat sur ces prévisions de dépenses ait lieu avant que l'argent soit dépensé et afin que notre étude ait un sens.

Je pourrais semoncer le gouvernement pour ses erreurs passés. Je pourrais transformer mes remarques en une réprimande au gouvernement, mais pour l'instant je me contente de dire que c'est une chose qui nous inquiète

tous, et j'espère que nous aurons bientôt rétabli les choses sur une base plus régulière.

M. Leboe: Je crois essentiel de traiter des crédits au début de la session pour que le gouvernement puisse lui-même avoir la haute main sur la situation. Il y a un facteur, dans cette situation que l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre a indiqué. J'ai connu six luttes électorales en douze ans. Naturellement, dans cette situation notre programme législatif et nos crédits sont en retard. C'est une des raisons que j'ai de croire le temps venu de nous rendre tous compte de la situation au pays, d'oublier les élections pour quelque temps et de nous occuper des travaux de la Chambre.

L'hon. M. Monteith: Monsieur le président, cette résolution-ci exige une dépense de \$583,621,688.91. Au cas où il y aurait malentendu et que l'on pourrait s'imaginer qu'il s'agit ici du montant total qui sera dépensé au cours du mois d'avril, je tiens à signaler qu'il y a vraisemblablement un montant d'argent égal prévu par les statuts et qui ne fait pas l'objet d'un vote à l'heure actuelle. Par conséquent, étant donné le chiffre de dépenses considérables d'environ 11.2 milliards de dollars prévus pour 1967-1968, le montant réel qui sera dépensé en avril se rapprochera davantage du milliard de dollars que le montant spécifié dans la résolution.

(Rapport est fait de la résolution, qui est adoptée.)

• (10.40 p.m.)

VOIES ET MOYENS

CRÉDITS PROVISOIRES

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor) propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

La motion est adoptée et la Chambre se forme en comité sous la présidence de M. Batten.

L'hon. M. Benson propose:

La Chambre décide que, pour assurer les subsides accordés à Sa Majesté pour le service public durant l'année financière qui se terminera le 31 mars 1968, la somme de \$583,621,688.93 soit prélevée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

(La motion est adoptée.)

Rapport est fait des résolutions, qui sont adoptées.

L'hon. M. Benson demande alors à proposer le bill n° C-283, accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1968.